**ArrêtÉ de dÉtachement dans un autre cadre d’emplois**

à (Mme, M.)…………………………………….

Détenant le grade de ……………………………………………………

Fonctions : ………………………………………………………………

Durée hebdomadaire : …………………………………………………..

Le Maire de ………………………………………………………………,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié, relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité et de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l’intégration,

Vu le décret n°…………… portant statut particulier du…………..(cadre d’emplois d’origine),

Vu le décret n°…………… portant statut particulier du…………..(cadre d’emplois d’accueil),

Vu le tableau des effectifs,

Vu la déclaration de vacance d’emploi effectuée auprès du Centre de Gestion,

Vu la demande écrite présentée par M.(Mme)………… en date du ..................., sollicitant son détachement dans le cadre d'emplois…………….,

Vu l’arrêté en date du……………… fixant la dernière situation de M.(Mme) ............................................................en qualité de ............................... (grade) …….échelon Indice brut……. Indice Majoré….. avec une ancienneté de……….

Considérant que les cadres d’emplois d’origine et d’accueil relèvent de la même catégorie statutaire *(A, B ou C)* et qu’ils sont de niveau comparable au regard des conditions de recrutement ou du niveau des missions prévues par leurs statuts particuliers respectifs,

**ARRÊTE**

ARTICLE 1 :

M. / Mme................................. (*grade*), est nommé*(e)* par voie de détachement dans le cadre d’emplois des .................. pour une période de .................................. à compter du ...........................

ARTICLE 2 :

M. / Mme ............................ est classé*(e)* au ............................ échelon du grade de ............................, indice brut ........., indice majoré ......., avec une ancienneté de ............................

**Article 3 :**

M.(Mme) ........................................ conserve pendant la durée de son détachement son droit à l'avancement et à la retraite dans son cadre d'emplois d'origine. Cet avancement est sans influence sur sa situation individuelle dans l'emploi de détachement.

**Article 4 :**

M.(Mme) ............................. devra solliciter par écrit soit le renouvellement de son détachement, sa réintégration ou son intégration.

**Article 5 :**

Il peut être mis fin au détachement avant le terme fixé par le présent arrêté, à la demande soit de l’intéressé(e), soit de l’autorité territoriale.

**Article 6**

Le Directeur Général des Services *(ou le Directeur…)* est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

* Notifié à l'intéressé(e).

**Ampliation adressée au** :

Comptable de la collectivité

Fait à ................................................, le .....................................

Le Maire

Nom et prénom

**Le Maire,**

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette décision,

- informe que la présente décision peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun, dans le respect du délai de recours de deux mois à compter de la présente notification.

La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)